

CONJONCTURE MACROÉCONOMIQUE

LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DE LA CHINE : UNE VOLONTÉ D'EXPANSION AFFICHÉE



**Laetitia
Baldeschi**

Co-responsable
des études et de la
stratégie

LE PRÉSIDENT XI JINPING ACCÉLÈRE SA COMMUNICATION SUR LES « NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE », DOIT-ON Y VOIR UNE MODIFICATION MAJEURE DE LA STRATÉGIE EXTÉRIEURE CHINOISE ?

Il est clair que l'intervention du président chinois au forum de Davos, favorable à la globalisation, a été de nature à surprendre, mais il convient de la replacer dans un contexte particulier. En effet, la Chine, depuis 2012 doit faire face à un essoufflement de son modèle de croissance reposant sur l'investissement et l'exportation. M. Xi a choisi dès 2012 de projeter la puissance économique de la Chine vers l'Europe à travers l'Asie centrale, afin de contrecarrer l'isolement du pays sur son côté Est.

Mais il s'agit également d'un choix stratégique conduit par des impératifs de politique intérieure. En effet lors du XVIIIème congrès du Parti communiste en 2012 les objectifs pour les deux centennaires ont été définis. Le 1er centenaire, en 2021, celui de la création du Parti communiste chinois, doit constater que la Chine est devenue une société prospère, ce qui se mesurera par le doublement en 2021 du PIB par tête par rapport à 2010. L'autre centenaire, en 2049, est celui de la fondation de la République populaire de Chine. C'est l'adoption du concept de « rêve chinois », c'est-à-dire l'aboutissement du développement conduisant à un « pays socialiste, prospère, fort, démocratique, culturellement avancé, harmonieux et moderne » d'ici 2049 ! La réalisation de ces deux objectifs repose sur le maintien d'un taux de croissance élevé. Pour cela, avec la volonté d'un rééquilibrage de l'économie et d'un développement plus durable, il convient de générer une demande étrangère substantielle pour les produits manufacturés chinois, mais aussi pour l'industrie lourde.

MAIS QU'ENTEND-ON PAR « NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE » ?

Le nom du projet chinois est plus exactement « One Belt One Road » (OBOR), introduisant la notion de route « ceinturant » le pays. (cf Illustration page suivante). Dans sa version globale il concerne 68 pays, 4,4 milliards de personnes, 62% du PIB mondial et couvre 75% des réserves d'énergie connues. La Chine dépense environ 150 milliards

de dollars par an dans ces pays.

Le projet OBOR a plusieurs dimensions. Il prévoit de développer la coordination politique avec les pays partenaires, de faciliter les connexions par la construction et le développement des infrastructures terrestres et maritimes, de faciliter les échanges commerciaux et la circulation des personnes, et de renforcer l'intégration financière avec le renforcement du rôle international du renminbi.

Ce projet OBOR vise dans un premier temps pour la Chine à garantir ses approvisionnements en matières premières, et notamment en énergie. En effet, 85% des importations chinoises, et notamment la plus grande partie du pétrole passe par voie maritime à travers le détroit de Malacca dans le sud de la Mer de Chine, toujours garanti par les Etats-Unis. Ceci représente une grande vulnérabilité de la Chine en cas de conflit. L'alternative est de développer de nouvelles voies de communication. L'un des projets les plus avancés est le corridor économique Chine-Pakistan qui permet un accès direct à l'océan Indien, avec le développement du port de Gwadar, et le pipeline qui rejoindra Kashgar, dans la province chinoise du Xinjiang. Ce projet inclut également des centrales à charbon, des autoroutes, des chemins de fer, le raccordement à la fibre optique... C'est globalement une enveloppe de 46 milliards de dollars d'investissements.

Encore une fois la Chine, via ces grands projets de développement à l'Ouest, répond également à une priorité de développement pour son économie intérieure. En effet, la phase de développement des années 2000 s'est essentiellement concentrée dans la partie Est du pays, laissant pour compte les provinces de l'intérieur et de l'Ouest. Il s'agit donc pour les autorités d'élever le niveau de vie moyen non plus seulement par des transferts financiers de l'Est citadin vers l'Ouest rural mais également par le développement de l'activité de ces régions et leur désenclavement.

EST-IL POSSIBLE D'EN ÉVALUER LES PREMIERS EFFETS ?

L'un des objectifs affichés est de rattraper le retard dans les infrastructures en Asie, dont le besoin est estimé à 900 milliards de dollars par an dans les 10 prochaines années.

CONJONCTURE
MACROÉCONOMIQUE

Les premiers bénéficiaires sont les entreprises du secteur du ciment en Asie et les équipementiers chinois. OBOR est également un moyen de gérer les surcapacités des industries lourdes chinoises.

Il est encore difficile d'en évaluer les effets, beaucoup de projets n'ayant pas encore de financement. La Chine, pour développer ce plan ambitieux a notamment été à l'origine de la création en octobre 2014 de la Banque asiatique d'Investissement dans les Infrastructures (AIIB), dotée d'un capital initial de 100 milliards de dollars et a créé un fonds spécifique (New Silk Road Fund) doté de 40 milliards de dollars. Les entreprises publiques (SOE ou State-Owned Enterprise) devraient être aux avant-postes sur ces marchés, ayant un financement facilité par les grandes banques publiques chinoises.

Mais c'est là un sujet de préoccupation supplémentaire ! En effet, il faut craindre à cause de cette politique biaisée d'accès au crédit, une rationalité économique toute relative dans le développement des projets d'une part et d'autre part une aggravation de la situation d'endettement excessif de ces entreprises publiques, déjà au centre des inquiétudes. Ce sera l'objet de notre prochain article.



Source Xinhua